

Unité bi-départementale Calvados - Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 CAEN

CAEN, le 01/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED**

ZI rue Marcel Liabastre  
14600 HONFLEUR

Références : 2023-075  
Code AIOT : 0005307471

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement COVED implanté Rue du Commerce ZA du Martray 14730 GIBERVILLE. L'inspection a été annoncée le 04/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'établissement exploité par la société COVED est un centre de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et de déchets de bois, papier/carton et plastiques, cette installation est soumise sous le régime de déclaration avec contrôle. Elle est encadrée par le récépissé de déclaration du 27/07/2015 (rubrique 2711) et celui du 15/02/2016 (rubriques 2713 et 2714).

A noter : l'exploitant doit disposer d'un rapport de contrôle d'un organisme extérieur datant de moins de 5 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED
- Rue du Commerce ZA du Martray 14730 GIBERVILLE
- Code AIOT : 0005307471
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Volume des déchets dans l'exploitation

### **2) Constats**

L'exploitant poursuit son activité sur le site de Giberville. Des travaux de génie civil sont actuellement réalisés dans l'installation, notamment la démolition d'un bâtiment, la construction d'une plateforme de stockage de déchets non dangereux pour stocker des DIB, des cartons et entreposer

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centrées sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2,3,1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
5	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2,9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.2	/	Sans objet
3	Toitures et couvertures de toitures	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.3.2	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5	/	Sans objet
6	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1	/	Sans objet
7	Procédure d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
10	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5,1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est actuellement en travaux réhabilitation du site par la réalisation :

- D'un nouveau moyen de rétention des eaux d'incendie de 158m<sup>3</sup> et une cuve aérienne de 214 m<sup>3</sup>
  - De la mise en place d'un pont-bascule
  - De la mise en place sur l'aire de lavage de deux nouveaux déshuileurs débourbeurs, l'un pour la récupération d'eau de lavage et le deuxième avant le puisard pour récolter le ruissellement des eaux pluviales
  - De travaux sur les réseaux: de canalisation d'assainissement et des eaux pluviales
  - De nouvelles plate-formes de stockage de déchets non dangereux pour stocker des DIB, des cartons et entreposer des bennes vides. Si l'exploitant n'a pas informé l'inspection des travaux de modification du site avant leur réalisation, il a néanmoins fourni, suite à l'inspection, le dossier de maîtrise d'ouvrage du projet.
- L'exploitant doit d'une part **sous 1 mois** présenter à l'inspection un dossier détaillant les modifications faites et les éventuelles évolutions administratives que cela entraîne et d'autre part répondre **au deux non-conformités détaillées ci-dessous dans les délais indiqués**.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : <ul style="list-style-type: none"><li>- preuve du dépôt de déclaration ;</li><li>- vérification du volume maximal au regard du volume déclaré ;</li><li>- présence des prescriptions générales ;</li><li>- présence de plans tenus à jour.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour : <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan de l'installation indiquant les volumes et les zones des stockages des déchets</li><li>- le plan de circulation des lieux ainsi que les zones de dangers.</li></ul> Le volume de stockage de déchets présents est inférieurs aux volumes déclarés à savoir pour ce qui concerne les déchets d'équipements électriques et électroniques, il est inférieur à 600m <sup>3</sup> et pour les déchets bois, papiers, cartons et plastiques, il est inférieur à 810 m <sup>3</sup> . Lors de la visite aucune présence de stockage de métaux n'a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 :** Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2,3,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble de la structure est R15 ;</li><li>- les matériaux sont de classe A2s1d0.</li></ul> Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir l'attestation attendue. L'exploitant dispose d'un devis du 06 janvier 2023 d'un organisme pour le diagnostic de la résistance au feu de la structure R15, mais l'inspecteur n'a pas d'information quant à l'acceptation par COVED de ce devis. L'inspecteur des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un document attestant les propriétés de résistance au feu du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 3 : Toitures et couvertures de toitures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toitures et couvertures de toiture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble de la structure est R15 ;</li><li>- les matériaux sont de classe A2s1d0.</li><li>- présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li><li>-Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).</li><li>-Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</li><li>-Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</li></ul> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li><li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.</li><li>-En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</li></ul> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès.</li></ul>
<b>Constats :</b> La toiture dispose de 6 trappes de désenfumage et de 3 dispositifs fusibles. Cela respecte les 2% minimum de la superficie de la toiture. Le potentiel calorique reste faible dans le bâtiment. Les déchets à forts potentiels caloriques sont entreposés à l'extérieur avec un dispositif de caméras thermiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait vérifier son installation électrique le 28/08/2022 par un organisme agréé. Ce-contrôle est conforme, il date de moins d'un ans. L'exploitant réalise des travaux de réhabilitation du site, un devis est en cours sur la réfection de l'armoire électrique. Les travaux seront terminés fin du premier semestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Isolement du réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2,9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - justification du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux ou écoulements concernés ; - présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas actuellement de capacité de confinement des eaux en cas d'incendie. Des travaux de génie civil sur l'installation sont en cours notamment la création d'un moyen de rétention des eaux d'incendie de 158m <sup>3</sup> et une cuve aérienne de 214 m <sup>3</sup> . La capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre sera au total de 372 m <sup>3</sup> . La fin des travaux est prévue fin du premier semestre 2023, afin de lever cette non conformité, l'exploitant communiquera à l'inspecteur des installations classées par mail le plan de recollement avec des photos du nouveau dispositif de rétention des eaux d'extinction et la justification du dimensionnement de cette capacité de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense intrusion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique. En cas de présence d'un magasin ou espace de présentation d'objets destinés au réemploi ou à la réutilisation, ouvert au public, une séparation physique (porte, barrière...) empêche l'accès aux zones de l'installation affectées à l'entreposage et au tri des produits et/ou déchets.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées.
<b>Constats :</b> Pour interdire l'accès aux personnes étrangères à l'établissement, l'installation classée comporte à l'arrière du site un merlon arboré, et devant ainsi que sur les côtés, une clôture, et pour l'accès, un portail sécurisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Procédure d'admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.  a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - <b>recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</b> - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.  Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les



<p>équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement .</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <p>- présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué le registre des déchets entrants dans son établissement pour les mois d'octobre/ novembre et décembre 2022.</p> <p>Celui-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspecteur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 9 :** Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.</li> </ul>

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :

- présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ;
- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- présence de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ;
- présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.

**Constats :** Un poteau d'incendie est situé à proximité de l'installation (environ une vingtaine de mètres) avec une pression de 3,5 bars en statique et un débit sous 1bar de 124m<sup>3</sup>/h; en plus dans l'enceinte de son établissement, l'exploitant a installé une bache de réserve d'eau incendie de 30m<sup>3</sup>.

Le contrôle des extincteurs a été effectué le 04 janvier 2023. L'exploitant a mis en place deux caméras thermiques à l'extérieur des bâtiments, la première devant le bâtiment sur la zone de stockage des DEEE et la deuxième derrière le bâtiment sur les dalles de stockages des plastiques, DIB et cartons.

L'exploitant a fourni un plan des zones de dangers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 : Réseau de collecte et eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés.  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.  Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.  Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ; - les effluents susceptibles d'être pollués sont traités par un dispositif adéquat avant rejet.
<b>Constats :</b> Le justificatif de vidange du débourbeur de la station de lavage date du 22 octobre 2021. L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets. Cette vidange date de plus d'un an ce qui constitue une non conformité, en cours de régularisation par le fait que l'exploitant est en cours de travaux d'augmentation de sa capacité.  Les autres eaux de ruissellement du site sont rejetées sans passage par un débourbeur déshuileur et sans analyse, ce qui constitue une non-conformité. Cette non-conformité est en cours de régularisation du fait que des travaux de génie civil sont en cours, pose de canalisations des réseaux, mise en place d'un nouveau débourbeur déshuileur en sortie de site avant le puisard. Il y aura donc un débourbeur déshuileur plus important pour la récupération des eaux de lavage et un deuxième sera créé avant le puisard pour récolter le ruissellement des eaux pluviales. La fin des travaux est prévue fin du premier semestre 2023, l'exploitant communiquera à l'inspecteur des installations classées par mail le plan de recollement avec des photos du nouveau dispositif de collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet